

Les directeurs financiers d'entreprises françaises ne cachent pas leur pessimisme

Les directeurs financiers d'entreprises françaises sont particulièrement pessimistes sur leur marché domestique. Près de trois sur quatre jugent les perspectives de croissance en France moins bonnes que six mois auparavant. En revanche, 37 % affichent leur optimisme sur l'économie nord-américaine. Tel est le constat du premier baromètre semestriel de Deloitte sur les directeurs financiers en France, réalisé auprès de 70 acteurs en septembre dernier.

La situation économique et l'évolution des politiques fiscales et sociales en Europe expliquent le pessimisme des directeurs financiers, qui sont en revanche rassurés par la coordination des politiques économiques européennes et par la croissance des pays émergents.

Actuellement, l'optimisation du besoin en fonds de roulement (BFR) est très largement privilégiée pour améliorer la trésorerie. Si ce levier n'est pas nouveau, « *les processus d'optimisation se complexifient en termes de mise en œuvre* », explique Katia Ruet, directeur chez Deloitte.

La semaine dernière, l'indicateur de trésorerie des grandes entreprises de l'AFTE Coe-Rexecode constatait toujours une détérioration de la trésorerie globale mais moins marquée, après une forte dégradation depuis le mois de juin. Parallèlement, la recherche de financement reste toujours difficile. Un constat partagé par le baromètre Deloitte, où plus d'un tiers des directeurs financiers estiment que l'accès au marché du crédit s'est tendu. Dans ce contexte, ils préfèrent se financer via des obligations, ou des placements privés et emprunts BEI.

Ils consacrent leur excédent de trésorerie en priorité aux acquisitions – majoritairement hors d'Europe – à la R&D, et aux investissements de maintenance. Quant aux éventuels investissements de croissance, l'Asie reste de très loin la zone la plus attrayante pour les directeurs financiers, et dans une moindre mesure l'Amérique du Sud, et du Nord.

La gestion des risques constituent aussi un véritable support du pilotage de la performance, pour deux tiers des directeurs financiers. Pourtant, ils sont 62 % à estimer que le risque de réputation n'est pas géré de manière préventive mais curative.

Dans ce contexte difficile, les directeurs financiers attendent d'abord des pouvoirs publics, une baisse de la fiscalité et des charges sociales, un assouplissement du droit du travail, mais aussi de nouvelles mesures en faveur de la recherche et de l'entrepreneuriat.